

Sommets de Haut Niveau des Nations Unies

Une réponse globale et déterminée des États doit lier urgence climatique et sociale

Paris, le jeudi 26 septembre 2019, communiqué de Coordination Sud

En quatre jours, l'Assemblée générale de Nations unies vient d'organiser deux sommets visant à relancer la mobilisation de la communauté internationale sur le climat et les objectifs de développement durable (ODD). Pour Coordination SUD qui rassemble 174 ONG françaises, la réponse aux crises environnementales, économiques et sociales, exige une réponse déterminée et globale des États articulant les deux agendas. L'un sans l'autre, nous n'y arriverons pas. La France, qui vient de publier son plan d'action pour l'atteinte des ODD^[1], doit mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes au niveau national et international.

« En 2015 la communauté internationale a affirmé se mobiliser contre le réchauffement planétaire et pour le développement durable avec l'adoption de l'Accord de Paris et de l'Agenda 2030. « Personne ne doit être laissé de côté » disait-elle. Mais 4 ans après, force est de constater que le compte n'y est pas », déplore Jan-Robert Suesser, secrétaire général de Coordination SUD.

Les feux de forêts en Amazonie, le dernier rapport du CNRS et de météo France tablant sur un potentiel réchauffement de +7°C à l'horizon 2100 – ou encore le rapport du Groupe d'experts et expertes intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur les océans, paru cette semaine – en témoignent. Les mobilisations mondiales pour le climat de la semaine dernière révèlent, elles, une préoccupation croissante au travers des manifestations d'une jeunesse en colère face à l'inertie des dirigeants et dirigeantes du monde entier. En matière de développement durable les résultats sont aussi décevants. Le rapport commandé par le secrétaire général des Nations unies à un groupe d'expertes et experts internationaux le dit clairement : la moitié des objectifs ne seront pas atteints en 2030. Dans certains secteurs tels que la biodiversité, la dégradation ne cesse de s'aggraver.

Des engagements notables sur le climat ont été pris par la France en amont de la COP25, engagements qu'il convient de souligner :

- La France rejoint l'objectif climatique européen de 55 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour 2030 par rapport à 1990 (au lieu de 40 %), tel que déjà proposé par le Parlement européen et repris par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen ;
- La France a précisé son engagement de doubler sa contribution au Fonds vert au bénéfice des populations les plus vulnérables, qui serait déboursé à 80 % par des dons (et 20 % des prêts).

Au sommet climat, il faut noter cependant que :

« trop peu de pays se sont engagés à relever leur ambition en matière de réduction des émissions

de gaz à effets de serre. Seuls 66 pays représentant 6,8 % des émissions globales se sont réellement engagés sur la voie de l'ambition climatique. Nous sommes très loin du compte ! Côté français, il est indispensable de définir des objectifs à la hauteur de l'urgence et y affecter les moyens adéquats. Il faut maintenir la pression jusqu'à la COP25 de décembre au Chili et la conférence de reconstitution du Fonds vert qui se tiendra fin octobre à Paris », nuance Camille André, chef de file de la commission Climat de Coordination SUD et chargé de mission Climat et développement au Geres.

Pour Philippe Jahshan, président de Coordination SUD :

« La conjonction de ces deux sommets a offert une occasion en or aux États de concrétiser par leurs engagements le lien structurel entre l'agenda climat et les objectifs de développement durable. La réponse aux dérèglements climatiques doit nécessairement s'appuyer sur une dynamique de transformation plus systémique, multisectorielle et multipartite que seul l'agenda 2030 permet de mener à bien aujourd'hui au niveau mondial ». Et d'ajouter : « En ce sens, on peut regretter que le président de la République n'ait pas fait mention dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies de la feuille de route sur les ODD adoptée quelques jours plus tôt par le gouvernement français. Pour gagner en cohérence et en efficacité, il est indispensable de bâtir un leadership sur ces deux sujets « en même temps » et d'en assurer un portage au plus haut niveau de l'Etat».

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org – Tél : [01 44 72 03 78](tel:0144720378) / 07 76 78 15 19

Rassembler et agir pour la solidarité internationale

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 174 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

[1] La feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, à laquelle Coordination SUD a pu contribuer aux côtés d'organisations de la société civile :

www.agenda-2030.fr/actualites/feuille-de-route-de-la-france-pour-lagenda-2030-368